

l'organisation proposée des travaux de la Conférence (*ibid.*, annexe III) et qu'il décide de les transmettre pour adoption à la Conférence.

Il en est ainsi décidé.

72. Le PRÉSIDENT dit qu'en l'absence d'objections il considérera que le Conseil décide de convoquer la troisième session du Comité préparatoire à Rome, du 23 septembre au 4 octobre 1974 (E/5533, par. 43).

Il en est ainsi décidé.

73. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que les incidences financières de la convocation à Rome, du 16 au 20 septembre 1974, d'une réunion des délégations intéressées, ainsi qu'il est recommandé au paragraphe 1, alinéa d du rapport du Comité préparatoire, s'élèveront à 6 000 dollars représentant les frais de documentation et d'interprétation.

74. Le PRÉSIDENT dit qu'en l'absence d'objections il considérera que le Conseil décide de convoquer à Rome, du 16 au 20 septembre 1974, une réunion des délégations intéressées qui examinera certaines propositions spécifiques

et fera rapport à ce sujet à la troisième session du Comité préparatoire (*ibid.*, par. 20).

Il en est ainsi décidé.

Le Conseil prend note du rapport du Comité préparatoire pour la Conférence mondiale de la population sur sa deuxième session (E/5533 et Corr.2).

75. Le PRÉSIDENT remercie le Président du Comité préparatoire et le Secrétaire général de la Conférence mondiale de l'alimentation de leurs déclarations et de leur participation aux débats.

76. M. CAVAGLIERI (Italie) souhaite cordialement la bienvenue, au nom de son pays, à tous les participants à la Conférence mondiale de l'alimentation. L'Italie est heureuse d'accueillir la Conférence qui est une manifestation de solidarité et de coopération internationales.

77. M. MAREY (Secrétaire général de la Conférence mondiale de l'alimentation) dit que le débat l'a convaincu que non seulement les pays en voie de développement mais aussi les pays développés partagent la manière de voir du secrétariat au sujet du problème mondial de l'alimentation.

La séance est levée à 12 h 55.

1917^e séance

Lundi 22 juillet 1974, à 15 h 10

Président : M. A. KARHILO (Finlande)

E/SR.1917

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international (E/5555, E/L.1608)

1. M. ALGAARD (Président du Comité *ad hoc* du Programme spécial) rappelle qu'aux termes du paragraphe 6 du chapitre X du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international adopté par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire [résolution 3202 (S-VI)], le Comité *ad hoc* du Programme spécial était notamment chargé de faire des recommandations portant sur l'ampleur, le mécanisme et les modalités de fonctionnement du Fonds spécial. Le Comité *ad hoc* n'a malheureusement pas été en mesure de présenter des recommandations précises. Toutefois, son rapport (E/5555) reflète ses vues essentielles sur la question et il serait utile que le Conseil puisse se prononcer à leur sujet.

2. Une autre tâche du Comité *ad hoc* consistait à contrôler les diverses mesures bilatérales et multilatérales destinées à aider les pays les plus gravement touchés, en attendant le début des opérations du Fonds. Pour cette

question, le Comité *ad hoc* se tient en liaison étroite avec le représentant spécial du Secrétaire général pour l'opération d'urgence des Nations Unies, qui donnera des renseignements plus détaillés sur ce point.

3. Le Comité *ad hoc* doit également préparer, sur la base des renseignements fournis par les pays intéressés et les organismes compétents des Nations Unies, une évaluation générale des besoins des pays les plus gravement touchés. Cette évaluation a déjà été entreprise en collaboration avec la BIRD et diverses institutions internationales.

4. Le Comité *ad hoc* reprendra ses travaux la première semaine de septembre 1974 et espère que le Conseil aura d'ici là émis des suggestions; il espère également qu'une réunion aura été organisée à l'intention des donateurs éventuels et que ceux-ci seront en mesure de préciser leur position à l'égard du Fonds spécial.

5. Le Président du Comité *ad hoc* déplore qu'un grand nombre d'Etats Membres ne semblent pas avoir compris l'urgence de la situation. Il tient à rappeler que la survivance de millions d'individus dépend des Nations Unies qui se trouvent aux prises avec la crise la plus grave de leur

existence. Il appartient au Conseil économique et social de faire en sorte que l'Organisation relève le défi, tant pour les pays concernés que pour son propre prestige.

6. M. PREBISCH (Représentant spécial du Secrétaire général pour l'opération d'urgence des Nations Unies)¹ souligne que l'opération d'urgence a débuté lentement si l'on tient compte de l'objectif que l'on s'était fixé en matière de contributions ou d'annonces de contributions et également de la situation désespérée des pays en voie de développement les plus pauvres, qui a encore empiré après l'augmentation des prix du pétrole. L'opération semble toutefois commencer à prendre corps; comme l'a déclaré récemment le Secrétaire général, en supposant que les conditions préalables envisagées par certains contributeurs — notamment en ce qui concerne une participation adéquate d'autres contributeurs — seront réalisées, il semblerait que les annonces ou perspectives de contributions bilatérales ou multilatérales déjà indiquées par les gouvernements s'élèveront à plus de 1 milliard de dollars, soit le tiers du montant auquel on a évalué l'aide d'urgence à apporter au cours des douze prochains mois aux pays les plus touchés. Ce chiffre n'englobe pas le montant important des autres contributions bilatérales versées notamment par les pays exportateurs de pétrole pour aider les pays les plus touchés; il reste en effet à déterminer si ces contributions, qui concernent l'opération d'urgence et qui comportent un élément de développement économique, peuvent être incluses dans les calculs globaux.

7. Le Secrétaire général a réuni le 15 juin 1974 les donateurs éventuels, en vue d'accélérer le processus des contributions; cette réunion, de caractère préparatoire, n'a pas permis d'aboutir à des décisions définitives et le Secrétaire général a proposé de convoquer en septembre 1974, au niveau ministériel, une nouvelle réunion qui devrait cette fois permettre d'adopter des solutions concrètes. On a envoyé aux pays les plus touchés une note les priant de fournir les renseignements voulus pour déterminer leurs besoins les plus urgents. Cette tâche difficile a été immédiatement entreprise sur la base des renseignements déjà parvenus, avec l'aide, sur le plan technique, d'institutions telles que la BIRD, le FMI, la CNUCED, le PNUD et la FAO. Malgré la difficulté de l'entreprise, M. Prebisch entend présenter sous peu une liste provisoire de pays, sous réserve de modifications éventuelles.

8. Au cours des visites qu'il a rendues à l'OCDE et à la Communauté économique européenne ainsi qu'à un certain nombre de pays exportateurs de pétrole, M. Prebisch s'est efforcé d'appeler l'attention des donateurs éventuels sur la distinction qu'il y a lieu d'établir entre l'opération d'urgence et le Fonds spécial, lequel doit être constitué une fois terminés les travaux du Comité *ad hoc* du Programme spécial. M. Prebisch a constaté que divers pays s'estiment dispensés, par l'aide qu'ils ont déjà apportée, de participer au Programme spécial. Or, il importe d'obtenir d'eux les renseignements voulus sur les opérations d'aide bilatérale

qu'ils ont déjà effectuées, afin de déterminer cas par cas l'aide qu'il reste encore à apporter.

9. Le Secrétaire général a invité instamment les pays à verser le plus vite possible leur contribution ou, si cette contribution était subordonnée à certaines conditions, à opérer un versement anticipé qui permettrait au Secrétaire général d'entreprendre sans tarder les opérations dont il a la responsabilité.

10. Au cours de ses entretiens, M. Prebisch se heurte encore à certaines difficultés qui vont d'ailleurs en s'atténuant. Les pays développés font valoir que les pays pétroliers disposent maintenant de ressources abondantes à investir, et les pays exportateurs de pétrole estiment de leur côté qu'il serait normal que les pays développés, après avoir profité si longtemps des bas prix des matières premières des pays en voie de développement, leur viennent maintenant en aide. Sans vouloir entrer dans ce genre de discussions peu opportunes au moment où le besoin d'aide est si pressant, M. Prebisch fait observer qu'il est naturel que les pays exportateurs de pétrole souhaitent consacrer une partie de leurs ressources nouvelles à relever le niveau de vie encore très bas de leurs populations; pour ce qui est des prix insuffisants des matières premières vendues par les pays en voie de développement, l'Organisation des Nations Unies n'a cessé d'appeler l'attention sur ce fait. La réalité a démenti la théorie généralement admise selon laquelle les forces du marché déterminent les niveaux de prix les plus adéquats et la répartition la plus rationnelle des ressources productives dans le monde. Il est évident notamment que les forces du marché ont été impuissantes à éviter les graves problèmes que la technologie apporte avec elle. Dans le cas du pétrole elles ont entraîné la détérioration des termes de l'échange entre pétrole et produits manufacturés. En effet, la faiblesse des prix du pétrole, en encourageant la consommation et le gaspillage, et en favorisant le développement de techniques propres à augmenter ce gaspillage, a accentué le déséquilibre des pouvoirs de négociation entre les pays producteurs et les pays consommateurs. Cela vaut non seulement pour le pétrole mais pour tous les produits primaires et surtout pour les produits tropicaux. Si l'on veut instaurer l'ordre économique nouveau préconisé par l'Assemblée générale dans la Déclaration qu'elle a adoptée à sa Sixième session extraordinaire il faut améliorer les termes de l'échange et reconnaître que les prix des matières premières des pays en voie de développement ont débuté à des niveaux trop bas, pour la raison notamment que les exploitants ont pu employer une main-d'œuvre abondante à des salaires de famine. Il faut non pas se contenter d'éviter la détérioration des rapports des prix, mais, par une politique rationnelle, augmenter progressivement le niveau des prix des matières premières pour créer un équilibre plus favorable aux pays en voie de développement que l'équilibre né du jeu des forces du marché.

11. Pour ce qui est de la pénurie alimentaire dont souffrent les pays en voie de développement elle tient essentiellement au fait que les pays en voie de développement ne disposent pas des ressources suffisantes pour introduire les techniques coûteuses et compliquées qui permettraient d'améliorer la productivité de leur sol. C'est là un des aspects du problème du développement dans les pays du tiers monde; ceux-ci, en effet, faute de posséder les

¹ Le texte *in extenso* de la déclaration faite par le représentant spécial du Secrétaire général pour l'opération d'urgence des Nations Unies a été distribué ultérieurement sous la cote E/L.1610.

capitaux nécessaires pour accélérer leur développement et résoudre leurs problèmes, sont obligés de suivre une politique qui leur permet de gagner du temps dans l'espoir que le jeu spontané des forces économiques résoudra ces problèmes. Si l'on veut réellement instaurer un ordre économique nouveau, il importe absolument de trouver, d'un commun accord, une solution qui permette à ces pays d'accumuler des capitaux que rend plus nécessaire encore l'accroissement considérable de leur population. Il convient toutefois de souligner que de nombreux pays en voie de développement ne consentent pas toujours l'effort nécessaire; trop souvent, ils consacrent leur potentiel d'accumulation à une consommation qui s'inspire de la consommation propre aux grands centres industriels et qui va à l'encontre des conditions fondamentales du développement dans les pays du tiers monde. On a dit souvent que le développement se caractérisait par une disparité croissante entre les centres industriels et les pays en voie de développement. De l'avis de M. Prebisch, il serait plus juste encore de dire que la consommation, telle qu'elle se pratique dans les grands centres, pénètre rapidement dans les pays en voie de développement, ce qui entraîne l'internationalisation de la société de consommation. Alors que la différence entre la consommation des couches supérieures des pays en voie de développement et la consommation des grands centres industriels ne cesse de diminuer, la disparité augmente entre la consommation des couches supérieures des pays en voie de développement et la consommation des grandes masses de population en marge du développement, que la BIRD évalue à 40 p. 100 de la population mondiale; chiffre qui en tout cas vaut certainement pour l'Amérique latine. En conséquence, si l'on veut résoudre le problème des produits primaires, il faut s'attaquer aux problèmes de ces masses dont les revenus sont extrêmement bas parce qu'elles n'ont pu être absorbées par la technique moderne, en raison précisément de la faible accumulation des capitaux évoquée plus haut.

12. M. Prebisch souligne la gravité du problème que posent les masses en retard qui ne sont pas absorbées par la technique moderne. C'est un problème que l'on rencontre à la fois sur le plan international et sur le plan interne. Aujourd'hui, il est possible de s'attaquer à ce problème au moyen d'une série de mesures convergentes.

13. Les pays producteurs de pétrole disposent à présent d'énormes ressources; les chiffres sont connus. D'autre part, les grands pays consommateurs souffrent d'un grand déficit auquel il faut remédier en ramenant vers ces pays les recettes des pays exportateurs de pétrole. Sans un tel "recyclage" il y aurait un risque de contraction de l'économie mondiale; ce risque doit être évité dans l'intérêt de tous, et surtout des pays en voie de développement, qui sont les premiers à souffrir d'une dépression.

14. Cependant, si utile que puisse être ce recyclage dans l'immédiat, une solution plus fondamentale exigerait qu'une partie des ressources pétrolières aille vers les pays en voie de développement. M. Prebisch mentionne à cet égard la thèse d'un économiste connu du monde développé, dont il a pris connaissance il y a quelques jours dans un article de journal : selon cet économiste, le problème des balances des paiements des centres industriels est facile à résoudre; il suffit de "recycler" vers ces centres les recettes pétrolières

grâce à une série d'opérations à court terme, d'investissements à long terme, d'émissions d'actions, etc. Or, dans cet article, et dans d'autres de ce genre, il n'est pas fait le moins du monde mention des pays en voie de développement. Pourtant, les capitaux accumulés dans les pays producteurs de pétrole pourraient jouer un rôle considérable si, au lieu de retourner en grande partie vers les pays développés, ils allaient vers les pays en voie de développement. Cela permettrait de résoudre simultanément trois problèmes : en premier lieu, le développement des pays périphériques s'en trouverait accéléré; en deuxième lieu, cet apport de ressources nouvelles permettrait aux pays en voie de développement d'importer davantage de biens d'équipement produits par les centres industriels, ce qui contribuerait à résoudre le problème de balance des paiements de ces derniers; en troisième lieu, les pays producteurs de pétrole trouveraient dans les pays en voie de développement un vaste domaine d'investissements productifs, ce qui leur permettrait à l'avenir de compenser la diminution probable des recettes pétrolières. Cette utilisation des ressources pétrolières en faveur du développement revêt donc aux yeux de M. Prebisch une importance suprême. Si ces recettes retournent aux centres industriels, l'état de choses actuel demeurera inchangé. Les pays périphériques continueront à souffrir d'une accumulation insuffisante de capitaux.

15. Le pourcentage de ressources transférées aux pays en voie de développement, en dépit des recommandations de la résolution 3176 (XXVIII) de l'Assemblée générale, n'a atteint ni 1 p. 100 du PNB, ni même 0,70 p. 100 de l'aide publique. De ce côté-là, on a enregistré un échec. Peut-être pourra-t-on remédier à cette situation si les recettes pétrolières sont en partie mobilisées en faveur des pays en voie de développement, non pas à titre de geste philanthropique, mais sur la base d'intérêts réciproques. Les centres industriels eux-mêmes seront bénéficiaires, car les importations de leurs biens d'équipement s'en trouveront accrues. Il faudrait que cet effort se combine avec des engagements des pays en voie de développement portant sur une mobilisation plus intensive de leurs ressources intérieures; en effet, l'effort international doit être accompagné d'un effort interne. Dans cette perspective, M. Prebisch envisage trois types de mesures convergentes : une organisation progressive de l'investissement des recettes pétrolières dans les pays en voie de développement; une contribution suffisante, plus grande que dans le passé, des centres industriels; une mobilisation accrue des ressources internes des pays en voie de développement. Ces mesures contribueront à résoudre un des problèmes fondamentaux qui se posent aux pays en voie de développement, celui de l'accumulation de capitaux.

16. Le représentant spécial du Secrétaire général mentionne ensuite l'autre grand problème qui se pose à ces pays : celui de leur balance des paiements. La plupart de ces pays ont souffert d'un déficit chronique au cours des vingt-cinq dernières années. Une des raisons de cet état de choses, c'est que le commerce réciproque entre pays en voie de développement n'a pas été suffisamment stimulé. Il est douteux que le déséquilibre commercial dont souffrent beaucoup de pays périphériques puisse être corrigé par une augmentation des prix des produits de base qu'ils exportent vers les centres industriels. Ici, les investissements de

recettes pétrolières peuvent jouer un rôle considérable en permettant de créer des industries qui, sans négliger les exportations vers les centres industriels, pourront servir à alimenter le commerce réciproque entre pays en voie de développement.

17. Certains ont prédit que les taux de croissance des centres industriels vont décliner dans les années qui viennent; sans faire de pronostic à ce sujet, M. Prebisch exprime l'opinion que les pays en voie de développement ne doivent pas attendre des centres industriels une action qui permette de surmonter le déséquilibre persistant de leurs balances des paiements. C'est plutôt sur le commerce entre pays en voie de développement qu'il faut compter; un effort a déjà été fait à cet égard — création de marchés, concessions réciproques, etc. — mais cet effort est resté insuffisant. L'apport des recettes pétrolières peut contribuer énormément à intégrer les pays les plus pauvres dans ce commerce réciproque. Il faut non seulement créer un cadre commercial favorable au commerce réciproque et encourager les investissements pour alimenter ce commerce, mais aussi créer un régime de paiements approprié. Que ce soit dans le cadre de zones de libre-échange ou d'accords relatifs à des marchés communs entre groupes sous-régionaux ou régionaux, etc., cet effort doit être fait. Cependant, on se heurte à des résistances doctrinaires, en Amérique latine notamment.

18. Pour stimuler le commerce réciproque, il faut faire preuve de dynamisme; les pays ou les groupes de pays qui disposent de ressources doivent s'efforcer d'orienter de plus en plus leurs demandes d'importations vers d'autres pays de la sous-région, de la région et même du monde. Donc, si les pays producteurs de pétrole se procurent une partie de plus en plus importante de leurs importations dans les pays en voie de développement, cela aura d'importants effets multiplicateurs sur le commerce réciproque; si un pays en voie de développement augmente ses exportations vers un pays producteur de pétrole, l'instauration d'un système de paiements en fera résulter des avantages pour d'autres pays en voie de développement, créant ainsi un circuit de plus en plus large qui ne doit pas être fermé. De tels systèmes de paiements, et l'union de paiements qui serait l'objectif final, exigent une base solide de convertibilité. Il est difficile aux pays en voie de développement d'établir une telle base, mais si l'entrée en jeu des recettes pétrolières peut les y aider, une base de convertibilité pourra être établie en s'appuyant sur une monnaie de compte quelconque, et ainsi un cadre de commerce réciproque sera complété par un stimulant monétaire. Dans cette perspective, il existe aujourd'hui une possibilité, sans précédent dans l'histoire de l'industrialisation des pays en voie de développement, d'établir un cadre favorable au développement.

19. Se fondant sur l'expérience latino-américaine, M. Prebisch analyse ensuite le rôle des sociétés multinationales dans la stimulation du commerce réciproque. Ces entreprises multinationales, grâce à leur organisation, à leur technologie et à leurs capacités, sont les mieux placées pour tirer profit des facilités commerciales créées pour stimuler leur commerce réciproque. A ce propos, des études faites récemment ont fourni des données intéressantes sur les avantages et les inconvénients des activités des sociétés multinationales pour les états périphériques. M. Prebisch

mentionne l'inconvénient qu'est l'infériorité, non seulement technique, mais aussi financière des pays périphériques à l'égard de ces sociétés. Si les pays en voie de développement disposent donc de ressources indépendantes des sociétés multinationales — en particulier de ressources provenant du pétrole — ils seront dans des conditions bien meilleures pour négocier avec elles. Ainsi, ils pourront obtenir de meilleures conditions d'association avec les sociétés multinationales, ou tout simplement former eux-mêmes de telles sociétés.

20. Ces observations montrent que la crise actuelle offre en fait de grandes possibilités pour résoudre les problèmes de structure qui empêchent le rythme de développement des pays périphériques de s'accélérer. "Les grandes crises créent d'énormes risques, mais offrent aussi de grandes possibilités" dit un proverbe chinois. Aujourd'hui, il est possible de créer l'ordre nouveau dont la notion s'est cristallisée, après bien des années de discussion, dans une résolution historique de l'ONU.

21. Lorsque le Secrétaire général lui a demandé d'être son représentant spécial pour l'opération d'urgence des Nations Unies, M. Prebisch a accepté par gratitude envers les Nations Unies et aussi en pensant contribuer à résoudre les problèmes urgents qui se posent aux pays les plus touchés par la crise économique actuelle. Ces pays, où l'on trouve une forte proportion de la population mondiale, doivent bénéficier de la solidarité de l'humanité. Cela est d'ailleurs dans l'intérêt du monde entier, car aujourd'hui l'économie mondiale est très vulnérable et si les économies des pays les plus pauvres s'effondraient, cela pourrait causer une réaction en chaîne. Dans cette situation l'ONU a un grand rôle à jouer; des problèmes comme ceux de la population, de l'environnement, des produits de base, de l'utilisation des ressources naturelles, du transfert des techniques se posent au niveau mondial et exigent sa présence. Qui d'autre peut assumer de telles responsabilités? Cependant, pour cela il faut que la structure du système des Nations Unies soit modifiée. Dans les pays que M. Prebisch a visités, en Amérique latine comme ailleurs, il y a un manque d'intégration entre les activités d'analyse économique de l'ONU et l'action concrète, notamment en matière d'assistance technique. Il faut que le système des Nations Unies réadapte sa structure en fonction de problèmes qui revêtent à présent une signification qu'ils n'avaient pas à sa fondation. C'est avec sagesse que l'Assemblée générale a adopté la résolution 3172 (XXVIII) qui prévoit une session extraordinaire consacrée au développement et qui traite de ce problème; il faut en effet que le système des Nations Unies réforme ses structures pour s'attaquer vigoureusement aux grands problèmes qui se posent à elle, et donner un sens concret au nouvel ordre économique international.

22. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) présente deux suggestions à propos de l'opération d'urgence pour venir en aide aux pays les plus gravement touchés par la crise. Premièrement, il faudrait que le représentant spécial du Secrétaire général publie le plus tôt possible une première liste des pays dont tout le monde s'accorde à reconnaître qu'ils remplissent les conditions requises pour recevoir une aide d'urgence; deuxièmement, il faudrait définir les conditions auxquelles les engagements de fonds peuvent être

considérés comme des contributions à l'opération d'urgence.

23. M. PÉREZ GUERRERO (Venezuela) dit que les mesures à prendre face à la crise économique actuelle sont de deux ordres. Il y a premièrement les problèmes urgents en présence desquels se trouvent de nombreux pays depuis la dernière série d'événements économiques qui sont venus s'ajouter à d'autres facteurs préexistants; deuxièmement, il y a le problème que pose la structure de l'économie mondiale et qui fait l'objet de la Déclaration et du Programme d'action adoptés à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Il est encourageant de constater que, si peu de temps après la réunion que le Secrétaire général a tenue à New York avec les contributeurs effectifs et éventuels, un programme d'urgence est déjà en préparation. Il ne s'agit pas ici, et la délégation du Venezuela insiste sur ce point, de faire supporter aux pays ayant davantage de liquidités et aux pays producteurs de pétrole la totalité de l'effort financier qui est demandé à titre d'aide, mais de faire partager cette responsabilité par tous les pays qui ont une position avantageuse dans le concert des nations. La délégation vénézuélienne a la certitude que les autres producteurs de pétrole, comme le Venezuela, seront à la hauteur de leurs responsabilités. Du reste, quelques-uns en ont déjà donné la preuve en répondant favorablement à l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur d'une aide d'urgence aux pays en voie de développement les plus gravement touchés par la crise ainsi qu'en fait état la note du Secrétaire général à ce sujet (E/L.1608).

24. L'initiative de réunir au niveau ministériel les contributeurs éventuels doit être encouragée. Le Venezuela participera à cette réunion car elle offre une possibilité de trouver une solution de nature à satisfaire les pays qui mettent des conditions à leur contribution éventuelle au programme d'urgence; il faudrait donner assez de souplesse à ces contributions pour qu'elles soient vraiment efficaces.

25. Le représentant du Venezuela regrette que le rapport du Comité *ad hoc* du Programme spécial soit aussi succinct et espère que le prochain sera plus détaillé. A son avis, l'opération d'urgence ne doit pas entraîner un alourdissement de l'appareil bureaucratique de l'ONU; les institutions financières internationales ou régionales pourront aider l'ONU à mener à bien la tâche que représentent la mise sur pied et le fonctionnement du programme d'urgence.

26. M. BARCELÓ (Mexique) pense lui aussi qu'il faut agir sur deux plans : d'abord, les mesures d'urgence aux 30 ou 40 pays les plus gravement touchés; ensuite, la recherche d'une solution des problèmes qui découlent de la structure économique et sociale, dans le monde en général et dans les pays en voie de développement en particulier. A ce propos, les conférences mondiales de la population et de l'alimentation qui vont avoir lieu au cours de cette année devraient s'employer à résoudre non seulement les problèmes conjoncturels, mais aussi ceux qui se poseront à plus long terme. Le représentant du Mexique pense que c'est tout le mécanisme des Nations Unies, à commencer par le Conseil économique et social, qui doit se mettre à la recherche d'une orientation et de normes d'action. En effet, c'est un

devoir pour le Conseil et pour tous les autres organes des Nations Unies de s'adapter aux nécessités de l'heure.

27. M. FERGUSON (Etats-Unis d'Amérique) tient à préciser la position de sa délégation à l'égard des mesures d'urgence, d'une part, et du nouvel ordre économique international, d'autre part. Le représentant spécial du Secrétaire général a dit que la crise actuelle englobe une série de problèmes qui procèdent de causes profondes et de déséquilibres dans l'ordre économique international. Les Etats-Unis reconnaissent l'existence de ces déséquilibres et de certaines injustices, mais, à propos des pays les plus gravement touchés par la crise, ils font une nette distinction entre les problèmes qui appellent une aide immédiate à court terme et les problèmes du développement à long terme. Les Etats-Unis rejettent la théorie selon laquelle l'adoption du nouvel ordre économique international, tel qu'il a été défini à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, avec toutes les prémisses et les hypothèses qui l'accompagnent, est une condition nécessaire à la solution du problème urgent qui se pose dans les quelque 35 pays les plus gravement touchés. Ces réserves ont d'ailleurs été exprimées dans la réponse du Gouvernement des Etats-Unis au Secrétaire général.

28. En revanche, les Etats-Unis sont prêts à participer à l'opération d'urgence et le Gouvernement des Etats-Unis va annoncer très prochainement la nature de sa participation, dès que les résultats des récoltes de cette année seront connus. Mais cette attitude favorable ne doit pas être interprétée comme une approbation du Programme d'action : les Etats-Unis ont déjà annoncé qu'ils ne contribueraient pas au Fonds spécial prévu au chapitre X du Programme d'action. Ils apportent leur appui total au Programme spécial, car, à leur avis, les pays qui ont, en liquidités, les moyens de le faire, ont l'obligation de venir en aide à ceux qui sont le plus gravement atteints par la crise.

29. La question n'est pas de savoir si la hausse des prix du pétrole a été provoquée ou si elle s'est déclenchée spontanément. Une autre erreur contre laquelle la délégation des Etats-Unis veut mettre en garde est la distinction simpliste que l'on fait entre pays développés et pays en voie de développement. Il y a en réalité des pays qui se trouvent à différents stades de développement. De même, la distinction entre pays consommateurs et pays producteurs ne correspond pas à la réalité. Les Etats-Unis, par exemple, sont peut-être le pays le plus gros consommateur et en même temps le plus gros producteur non d'articles manufacturés mais de produits de base. Ils importent des articles manufacturés; ils connaissent donc les mêmes problèmes et les mêmes difficultés que les producteurs de produits de base et les importateurs d'articles manufacturés.

30. M. DUMAS (France) rappelle, au nom des neuf membres de la Communauté économique européenne, que la Communauté a annoncé son intention de participer aux mesures spéciales d'urgence et a indiqué le niveau substantiel et les conditions de sa participation dans sa réponse au Secrétaire général (E/L.1608). La Communauté et ses pays membres, individuellement et collectivement, suivent avec intérêt l'évolution de la situation et vont étudier attentive-

ment les suggestions faites par le représentant spécial du Secrétaire général.

31. M. LAGERFELT (Suède) dit que la crise économique actuelle a touché gravement un certain nombre de pays en voie de développement; selon plusieurs estimations, ces pays auront besoin de 3 à 4 milliards de dollars de ressources supplémentaires pour une période de douze mois.

32. Le Programme spécial adopté à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale a été très opportun. Il faut maintenant que tout le système des Nations Unies, d'une part, et les pays industrialisés ainsi que les autres donateurs éventuels, d'autre part, fassent un gros effort pour exécuter ce programme en ce qui concerne les besoins à court terme. Pour sa part, la Suède a fourni aux pays les plus touchés une assistance complémentaire rapide et souple; le Gouvernement suédois a décidé d'augmenter d'environ 20 millions de dollars son aide bilatérale à un certain nombre de ces pays, qui peuvent utiliser cette somme librement pour couvrir leurs besoins d'importations. De plus, d'autres pays ont eu la possibilité d'affecter les fonds mis à leur disposition par la Suède de manière à renforcer leur capacité d'importation.

33. Le rapport du Comité *ad hoc* du Programme spécial est très utile, mais la délégation suédoise avait espéré que des recommandations plus précises y seraient formulées à l'intention du Conseil. A présent, il faut que le Conseil envisage d'urgence la création du Fonds spécial. A cette fin, il devrait, à la présente session, se pencher sur un certain nombre de questions, notamment les suivantes : quelle doit être la composition de l'organe directeur de ce fonds ? Comment les services du secrétariat doivent-ils être fournis ? Comment obtenir des fonds suffisants ? Quels pays doivent bénéficier d'une assistance de cette manière ? Quels types d'activités doivent être entreprises, et ces activités doivent-elles être exercées dans le cadre de contrats avec les organes d'exécution, ou bien par un mécanisme du fonds ?

34. Ainsi que la représentante de la Suède l'a déclaré au cours du débat général (1904e séance), il faut que les

arrangements adoptés au sujet du Fonds spécial soient conformes aux principes énoncés à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, en ce qui concerne le rôle des pays en voie de développement dans le processus de prise de décisions des institutions financières multilatérales; conformément à ce principe, la délégation suédoise appuiera les propositions tendant à assurer aux pays en voie de développement, bénéficiaires ou contributeurs, une influence décisive au sein de l'organe directeur du Fonds.

35. Par ailleurs, la délégation suédoise doute qu'il soit nécessaire de créer un nouveau mécanisme opérationnel pour ce fonds; à cet égard, il faut plutôt étudier les rapports possibles avec des organisations internationales existantes. En ce qui concerne le versement des contributions, le Gouvernement suédois agira promptement dès que sera adoptée une solution bénéficiant d'un large appui à l'ONU.

36. M. PREBISCH (Représentant spécial du Secrétaire général pour l'opération d'urgence des Nations Unies), répondant au représentant du Royaume-Uni qui a fait deux suggestions, annonce, premièrement, que d'ici une semaine une liste préliminaire de pays sera distribuée et, deuxièmement, qu'un système d'information sera mis au point qui permettra de coordonner et de combiner les contributions bilatérales ou multilatérales qui seront faites au cours des douze prochains mois. Dans le cadre de ce système, M. Prebisch et ses collaborateurs établiront des critères clairs pour déterminer le type de contribution qui convient à ces opérations d'urgence. Diverses institutions spécialisées apportent également leur concours précieux à cette entreprise.

37. Le PRÉSIDENT appelle l'attention des membres du Conseil sur le paragraphe 15 du rapport du Comité *ad hoc* (E/5555), où il est suggéré que ce comité se réunisse au début de septembre 1974. Cette question appelle une décision de la part du Conseil qui voudra peut-être décider qu'elle soit examinée par le Comité économique.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 h 5.

1918^e séance

Mercredi 31 juillet 1974, à 10 h 35

Président : M. A. KARHILO (Finlande)

E/SR.1918

Organisation des travaux

1. Le PRÉSIDENT rappelle aux membres du Conseil que, au cours de la discussion générale, un certain nombre de délégations ont fait des déclarations de fond au sujet de l'importante question de la sécurité collective, que le

Conseil comptait examiner en séance plénière. Puisque l'un des projets de résolution officieux discutés au niveau du Comité économique traite de cette question, le Président propose d'en décider formellement le renvoi au Comité économique, pour suite à donner.

Il en est ainsi décidé.